N°4

LABO

contestation

3F seulement

LABO - CONTESTATION

L.C. BP 24-69 Ste Foy-Lès-Lyon C.C.P. LYON 74 39 34

"Directeur" P. CLEMENT Abonnement 10 F.

SOMMAIRE

- Problèmes matériels de Labo-Contestation 3
- Editorial : pour la révolte des exploités dans les labos, bureaux d'études, hôpitaux 7
- Les astrophysiciens ont un journal national ronéoté, le BAG 8
- Le groupe de luttes anti-sociologiques (GLAS) 9
- Dossier des labos de sociologie 10
- Informations Italie 14
- MARSEILLE : comment dans un pays lointain des chercheurs sont complices de l'oppression directoriale qu'ils déplorent 15
- CAEN : On peut être libéral "de gauche" verbalement et "patron de choc" dans la pratique 16
- LYON : Operation "portes ouvertes". Générosité ou viol des foules 20
- Des secrétaires faites au moule 22

DOSSIER MEDICAL

- Hôpital des invalides de Lyon 23
- Hôpital cardiologique de Lyon 24
- Luttes santé BRETAGNE 25
- Maladie du travail : l'asbestose ou amiantose 26
- Luttes hospitalières à Villejuif 31
- Deux lettres signées de Jacques Monod 33
- Un journal des assistantes sociales 34

les problèmes MATERIELS de labo-contestation

Labo-Contestation : une grenouille qui enfle tant qu'elle en éclate.

• Printemps 1970

Un tout petit groupe de biologistes lyonnais dit ce qu'il pense des pouvoirs exhorbitants des patrons de labos, de l'exploitation des techniciens et secrétaires, de la triste vie quotidienne des chercheurs, du rôle pourri de l'enseignement etc..., avec des exemples concrêts, lisibles — et des dessins drôles — Ca doit correspondre à un besoin : il faut rééditer ce nº 1 de Labo-Contestation qui se vend tout seul dans les labos.

• Eté 1970

De nombreux articles arrivent pour le nº 2 qui se diffusera au 1er trimestre de l'année 70-71, à 3.000 exemplaires.

• Hiver 1970-71

Elaboration du nº 3, toujours selon le principe de la non censure, toujours par le petit groupe lyonnais qui s'est un peu étoffé parce que tout ça, ça demande pas mal de boulot. Et comme tous dans ce groupe travaillent à plein temps, il tarde, ce nº 3 ; et quand il sort, il est trop gros (108 p.) : c'est le début du déficit financier, et des problèmes matériels.

• Printemps 1971

Les textes continuent à affluer - légèrement différents. Et encore, ceux qui luttent dans des labos et secteurs hospitaliers etc... ne sont pas tous en relation avec nous ! Par exemple, rien qu'un tiers des textes élaborés par les labos de socio représente la moitié du volume du nº 4 en préparation.

A ce rythme (réseau de vente plein d'inertie et d'improvisations, groupe très réduit et ayant envie de faire autre chose...) c'était un nº 4 de 200 p. qui se préparait, donc la mort de Labo-Contestation.

Une autre formule s'impose

La nécessité de multiplier les relations directes entre les labos, bureaux, hôpitaux en lutte, et l'impossibilité pour une revue imprimée (L-C) de prendre ça en charge (problèmes matériels et financiers) ont imposé une autre solution : la diffusion directe des textes ronéotés.

Cette solution présente de nombreux avantages :

1) Elle permet une diffusion plus rapide de l'information.

2) Elle allège considérablement le travail du groupe lyonnais, sur lequel on ne se décharge plus de tout. En effet, ceux qui rédigent les textes les ronéotent, et en envoient 500 à Lyon (BP 24, Ste-Foy les Lyon). Le groupe lyonnais répartit directement ces textes à un correspondant par ville (qui les diffusera), et aux abonnés de L-C.

3) Elle diminue le volume de la revue imprimée ; celle ci, soit mentionne l'existence des textes et dossiers ronéotés, reçus automatiquement par les abonnés, et juxtapose à ces résumés quelques textes courts et quelques dessins (ex : ce nº 4), soit imprime des numéros spéciaux sur des sujets précis (par exemple sur la recherche agricole ou médicale). Ainsi le rythme de parution pourra être raisonnable (4 nº par an par exemple), et le volume de chaque numéro de même. L'équilibre financier sera à nouveau possible !

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM et prénom .....

Adresse .....

profession .....

envoie la somme de F par • chèque bancaire • CCP • mandat

à l'adresse suivante : L-C, B.P. 24 69-Ste Foy les Lyon / CCP 74 39 34 - Lyon } sans indiquer le bénéficiaire,

pour un abonnement à 4 numéros de L-C, à partir du nº.....

1 exemplaire ..... 10 F
3 " ..... 30 F
10 " ..... 100 F
} plus ..... F de soutien

Abonnement de soutien d'un an : 100 F à 1.000 F

Le fait que L-C continue à exister nous parait important car cette existence permet la diffusion rapide de nombreux textes au réseau d'abonnés (en France et à l'étranger). Elle donne par ailleurs plus de poids aux informations qui circulent, à cause du tirage (5000 exemplaires minimum) et de la très large diffusion dans le milieu.

Pour terminer, un rappel.

Le nº 3 était une folie financière : nous l'avions prévu en l'imprimant. Nous n'en avons payé que la moitié à l'imprimeur. Nous attendons pour payer l'autre moitié que de l'argent rentre : plusieurs solutions pour ceux qui veulent donner un coup de main :

— commander des nº 3 et les vendre (il nous en reste un millier, sur 5000 tirés. Il nous reste aussi quelques centaines de nº 2) et nous renvoyer l'argent de la vente (ce qui est trop souvent oublié !)

— s'abonner et abonner des amis qui seraient intéressés.

(quelques dizaines d'abonnements de soutien nous aideraient bien aussi, car nous n'avons ni cherché ni trouvé un quelconque mécène qui puisse résoudre nos problèmes financiers).

P.S. A partir de ce nº 4, Labo-Contestation est une revue autonome, tout comme Hérytem dont elle était jusqu'à présent le supplément (solution qui nous a beaucoup soulagé sur le plan financier pour les numéros 1 et 2, imprimés en même temps dans Hérytem).

Labo-Contestation est en relation avec un ou plusieurs correspondants différents à

Paris et région parisienne	Nice
Lyon	Caen
Marseille - Aix en Provence	Rennes
Grenoble	Naples
Strasbourg	Rome et quelques autres villes italiennes.

A Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Lille, Nancy, Dijon, Besançon, etc..., ainsi que dans plusieurs villes étrangères, nous ne sommes en relation qu'avec quelques abonnés.

Si vous faites partie des villes sus-nommées, écrivez-nous pour être mis en relation avec ceux que nous connaissons déjà.

Sinon, acceptez-vous de devenir correspondant diffuseur de Labo-Contestation dans votre ville ?

P.S. : Un abonnement à L.C. permet de recevoir tous les textes ronéotés complémentaires à chaque nº de L-C (à partir du nº 4, ces textes représenteront un volume beaucoup plus important que celui de chaque numéro - et seuls les abonnés les recevront).

Un abonnement à L-C permet aussi de recevoir des tracts de présentation de chaque numéro. J'en désirerais .....

Je désire aussi abonner NOM .....

adresse .....

profession .....

à partir du nº ....., et vous envoie pour cela .....F supplémentaires.

LES ABONNES RECEVRONT, EN MEME TEMPS QUE CE N° 4.

– La totalité du dossier sur les labos de sociologie (50 p.) cf extraits
– Le compte rendu de l.enquête IFOP, organisé par HAVAS consel, pour l'Appel National en faveur de la fondation pour la recherche médicale française, texte intégral (15 p.)
– Le dossier sur l'affaire Jacob (10 p.) cf résumé p. 16
– Le dossier sur l'affaire Benadiba (6 p.) cf résumé p. 24
– Le bulletin du Secteur hospitalier lyonnais (8 p.) cf présentation p. 23
– Les textes italiens que nous avons traduits (p. 14)
– Science sans conscience (5 p.)
– Occupation de l'institut des moteurs du CNR, Naples (5 p.)
– Le texte de J.R Beckwith : "Préoccupations à propos du mauvais emploi de la science" (7 p.) cf extraits p. 13
– La lettre d'une technicienne d'Astronomie à propos d'une rencontre de techniciens (4 p.). cf. p. 8

Si vous voulez recevoir ces textes, il est encore temps de vous abonner ! .

En outre, sur demande, et pour la somme de 5 F., les abonnés pourront recevoir :

– Les textes italiens du Sir-Cgil
– Les "Luttes hospitalières", bulletin ronéoté à Villejuif (cf extraits p. 31)
– Les "Luttes santé Ouest", bulletin ronéoté à Rennes (cf extraits p. 25)
– Le BAG, bulletin national des astrophysiciens (cf présentation p. 8)

NE PLUS TOURNER EN ROND ?

- EVIDENCE DE DÉPART : UN PATRON DE LABO NE PEUT PLUS CONTESTER LA STRUCTURE SOCIALE ACTUELLE = SES RESPONSABILITÉS L'OBLIGENT À ALLER DE COMPROMIS EN COMPROMIS EN CONTRADICTIONS EQUIVALENTES (THÈSE BAILLANTE, PUBLICATIONS REMARQUÉES etc...) • SES INTENTIONS DE DÉPART
- CERTAINS "CHERCHEURS CONTESTATAIRES" ONT DONC DÉCIDÉ DE NE JAMAIS DEVENIR PATRONS ; MAIS "POUR MONTRER QUE C'EST (dont je fais partie) LEUR ONT FAIT REMARQUER QUE ÇA REVIENT AU MÊME. POUR PROFITER DE NOTRE TITULARIAT POUR RAMENER LE TEMPS DE VIVRE (qu'on sera restés un une contestation de ce système social où tout est fait pour nous en empêcher), ET LE TEMPS DE SE BATTRE pour supprimer les scandales, toutes les formes d'exploitation, avec ceux qui en sont victimes. Ensemble on va essayer de faire comprendre ça aux autres !" BIEN SÛR NOTRE CARRIÈRE RISQUE D'EN PÂTIR, MAIS ON S'EN FOUT DÉSORMAIS, ET JE PRÉFÈRE LEUR DIRE : "SI VOUS POUVEZ être absentes ou en retard comme nous sans vous faire virer, faites-le ! On ne vous donnera pas de travail, mais on s'en fout aussi, et je prend le temps de m'arrêter quand il fait soleil... Mais même ce minimum pose problème : ils ont raison, même si je la déconne pour maintenir une image de la "Science" et de la "Recherche" très utile au pouvoir, en publiant et en allant dans des colloques, mais ailleurs comme des mauvaises
- D'AUTRES " "

(CONTRACTIS MINIMAL)... ET J'ARRIVE TÔT À PARTIR, PARCE QUE UNE COUPURE, ET TIRULAIRES --- JE FAIS QUAND MÊME SUFFISAMMENT DE BOULOT POUR NE PAS ÊTRE VIDÉ

- EUX (CES COPAINS) ONT ASSUMÉ DES RUPTURES QUI ONT LA FORCE COMMUNICATIVE DE LA LOGIQUE VÉCUE ; LES COLLECTIFS SE MULTIPLIENT CONTAGIEUSEMENT, SORTE DE VENT QUI RISQUE D'ÊTRE PLUS DANGEREUX POUR LE POUVOIR EN PLACE QUE BEAUCOUP D'ACTIONS MILITANTES PLUS CLASSIQUES ET PLUS ENNUYEUSES

--- ÇA POSE AUSSI PLEIN DE PROBLÈMES. Labo Contestation EN REPARLERA SÛREMENT ...

les copains qui me reprochent de contribuer par ailleurs comme des maquisards

POUR LA REVOLTE DES EXPLOITES

dans les labos, bureaux d'étude, hôpitaux...

• La page précédente (Ne plus tourner en rond) c'est le type de problèmes d'une minorité de privilégiés (les cadres titulaires, certains chercheurs ou enseignants par exemple). Sauf peut-être pour ceux qui ont assumé des ruptures radicales, et se marginalisent dans des communautés autonomes : il y en a de tous les milieux (1).

• Dans les labos, le nombre de chercheurs titulaires diminue de plus en plus : parce que c'est trop dangereux : les moteurs intériorisés (ambition, carrière) risquent d'avoir des ratées.

L'industrie, l'armée etc... ont besoin de chercheurs qui travaillent et qui la ferment. Alors les labos universitaires n'ont plus de postes de chercheurs : les jeunes y sont vacataires plusieurs années de suite, puis s'engouffrent dans le privé seul débouché possible.

Et ce nouveau type de chercheurs découvre les joies du pointage, des vacances minutées, des initiatives réduites ou absentes, de la nécessité de ramper et de s'écraser constamment sous peine d'être vidés. Les vacataires ont de plus en plus des salaires dérisoires (de 600 F à 800 F mensuels dans un grand nombre de labos, où ils font cependant un travail de chercheur CNRS à plein temps ! et ce "provisoire" l'a duré plusieurs années !)

• De plus à côté d'eux, dans les mêmes labos, le reste du personnel est soumis au même régime : techniciens, laborantines, secrétaires, garçons de labo etc... A ce régime insupportable s'ajoutent des vexations permanentes, des humiliations quotidiennes dans le but de leur prouver que leur place est bien en bas de l'échelle, qu'ils sont incapables de faire mieux, et même qu'ils font mal ce qui est exigé d'eux ! !

• Bref l'actuelle "rentabilisation" de la recherche (pour les industriels et l'armée, bien sûr, pas pour le peuple !) signifie pour le petit personnel : augmentation du rendement, et statut de moins en moins supportable. Le tout au nom de la "Science" et du "Bien de l'Humanité".

• Ces situations se retrouvent aussi bien dans les labos universitaires, bureaux d'étude des différents ministères et entreprises nationalisées, labos privés, et dans le secteur hospitalier, par exemple les hospices civils, où des milliers de travailleurs sont totalement exploités et sans statut, sans aucune possibilité de lutte ouverte sous peine de perdre irrémédiablement leur place.

Le but de Labo-Contestation (textes ronéotés et journal imprimé) est justement de poser les problèmes de ces secteurs là, de chercher de nouvelles formes de lutte, de faire circuler dès maintenant des dossiers sur les affaires les plus scandaleuses, textes anonymes bien sûr tant que leurs auteurs risquent leur place. Nous espérons aussi pouvoir développer les rencontres nationales par secteurs plus précis (par exemple les week-end prévus en septembre pour le secteur hospitalier et médical, et pour la recherche agricole). Enfin l'existence même de ces textes permettra aussi l'information des autres travailleurs exploités, dans les usines, les grands magasins, les transports, etc... etc..., car seule la circulation de ces informations peut créer des liens entre toutes les luttes qui se développent actuellement en France et dans le monde.

(1) Les docteurs d'Etat ou de 3e cycle ont des arrières plus solides que les lycéens avant le bac, ou les manoeuvres, ils ont aussi plus de facilité pour trouver des "combines" à fric et peu fatigantes. Ceci ne permet pas pour autant de minimiser l'importance réelle de leur choix.

LES ASTROPHYSICIENS ONT UN JOURNAL NATIONAL RONEOTE LE BAG *

Depuis plusieurs années existe en Astronomie et Géophysique, un journal diffusé à l'échelon national, qui s'appelle le BAG. Diffusé à 600 exemplaires (2000 dans les grandes occasions comme en mai 68) il fut à l'origine le bulletin de liaison du comité de coordination inter-syndical SNES Sup.–SNCS. Une première faiblesse donc : les techniciens n'y ont jamais participé en tant que tels. Depuis mai 1968 il est devenu une tribune libre des personnels et a été très utile à ce titre dans des batailles importantes comme celle du labo de Verrières ou celle de la grève des contractuels INAG. Il a cependant le plus souvent conservé son caractère syndical.

L'originalité du Journal, outre le fait d'être lu dans la discipline est qu'il est tiré chaque fois qu'il y a suffisamment de matière et à l'initiative de quiconque estime devoir le faire. Une réunion est alors largement convoquée et ouverte à tous ceux qui le veulent. Après le recensement des articles possibles, les détails matériels sont réglés et les tâches réparties, chacun se réservant la possibilité de se faire aider. Le journal est tiré dans l'un des établissements de la discipline, de la région parisienne pour le moment. Chacun doit se débrouiller pour apporter ses stencils. Exceptionnellement on "dépanne" ceux qui ont des difficultés, en particulier les camarades de province lorsque lesdélais de tirage sont courts. Le tirage et l'agraffage sont assurés collectivement. Le financement est assuré par la vente (1 franc), par quelques abonnements, par des contributions des syndicats. Tirer un journal dans ces conditions suppose un noyau de militants suffisamment ouvert et se renouvelant fréquemment (par exemple, depuis un an la majorité des "animateurs" a été remplacée, bien que les camarades soient envore présents dans les labos où ils ont d'autres activités militantes).

* Tous ceux qui désirent recevoir le BAG le peuvent : écrire à L-C BP 24 — 69 - Sainte Foy les Lyon

des techniciens s'expriment !

Les techniciens de la sous-discipline d'Astronomie se sont rencontrés à l'échelon national (il y avait 5 techniciens de province.) A la suite de cette rencontre, nous avons reçu la lettre d'une technicienne (4p.) qui en tire un premier bilan, posant quelques questions :

— pourquoi y a-t-il eu aussi des chercheurs à l'initiative de cette rencontre ?
— pourquoi la hiérarchie... etc...

Elle parle d'un groupe de travail qui doit faire un rapport plus complet, qui sera envoyé aux Techniciens d'Astronomie ; aux chercheurs sera envoyé un rapport plus succint avec une série de questions.

P.S. Nous espérons recevoir bientôt ces textes, et les enverrons à tous les abonnés de Labo-Contestation : dans l'immédiat, nous leur envoyons le texte ronéoté de la lettre de cette technicienne.

Le 12 et 13 mars 1971, la société française de sociologie organisait un colloque intitulé : "L'intervention du sociologue 1°) dans le traitement social de la déviance et de la délinquance, 2°) dans les organisations administratives et industrielles".

Le GLAS (groupe de luttes anti-sociologiques) est alors intervenu; voici le tract qu'il a ensuite distribué :

La societe francaise de sociologie organise une mascarade ; nous y sommes venus habillés comme il convient.

L'intervention du sociologue, çà n'est pas joli ! Les sociologues construisent des grandes théories qui servent de "scénarios" pour le gouvernement. Ils transforment la lutte de classes en déviance et en délinquance. Ils apportent un remède : la réadaptation. Ils proposent un encadrement plus attentif à l'ambiance et aux relations humaines, pour faire croire qu'il existe de bons patrons. Les sociologues sont chargés de former des cadres moyens, des contre-maîtres, des travailleurs sociaux (éducateurs, assistantes sociales, etc...) Ils leur inculquent le respect de la "Science" (sic) pour leur faire peur en leur montrant qu'ils sont ignorants. Ils leur parlent de conflits de groupes et de personnes pour camoufler les mécanismes de répression et d'exploitation.

Le vendredi 12 au matin, son illustre président, spécialiste du blocage social, terminait son discours inaugural devant une assemblée réduite et triste. Les mandarins pensaient pouvoir ronronner en paix lorsque le GLAS a fait son apparition.

Nous étions une soixantaine, échevelés, avec des masques de carnaval, pour montrer en quelle dérision nous tenons leurs dérisoires colloques ! Ils auraient préféré une intervention raisonnable à la tribune, car dans les congrès, au niveau de la parole entre "pairs", tout est permis, l'opposition verbale n'a pas d'incidences pratiques, au contraire elle alimente les discussions et est nécessaire au bon fonctionnement des congrès. le GLAS ne s'est pas placé sur ce terrain là. Il a refusé les discussions-bidon avec les cloches mandarinales.

Des flots de serpentins, du poil à gratter et des pétards ont réchauffé l'atmosphère ! Et puis, nous, les "déviants", on a dansé au son de la Pop Music tandis qu'on envahissait la tribune. Les congressistes, jaunes de peur, verts de rage, sont partis les uns après les autres, la queue entre les jambes, prendre le maquis dans le bois de Boulogne !

Résultat immédiat : l'après-midi même, la société francaise de sociologie annulait ses journées d'étude...

On ne va pas en rester là !

Terminons-en avec leurs mascarades !

Faisons sonner le GLAS de la sociologie-vaseline !

GROUPE DE LUTTES ANTI-SOCIOLOGIQUES
(GLAS)

LE DOSSIER DES LABOS DE SOCIOLOGIE

présentation

Une trentaine de chercheurs et de quelques techniciens se sont réunis depuis quelques mois pour dénoncer ce qu'ils ne veulent plus supporter :

– L'hypocrisie des rapports hierarchiques : est-ce que le patron c'est toujours celui qui bouche votre horizon de carrière ?

– L'hypocrisie du sérieux scientifique, du charlatanisme, la duplicité avec les financeurs, les illusions du service public de la science et finalement de la prostitution complète auprès des classes dominantes.

Les premières critiques venant des membres de tous les labos parisiens, ont pris les cibles les plus faciles : les patrons. Ce n'était sûrement pas un hasard : la plupart d'entre nous étant des chercheurs.

Ensuite, on s'est aperçu que c'était un peu court et un peu trop facile : est-ce qu'on ne se comportait pas une fois de plus en jeunes loups qui se font les dents ?

On a essayé de faire quelques pas de plus, suscitant des réactions intéressées ou bien très critiques de la part de certains techniciens ou membres des secrétariats...

On a entrepris la critique des petits patrons et de l'autoflicage qui règne en maître quasi incontesté à l'intérieur de toute recherche. Pour l'instant, on en est là.

Les premiers textes sont à la fois une critique de la science et une attaque de la cible patronale. La suite dans le numéro d'après. Mais d'ores et déjà, le débat est ouvert.

BLAISE
Désolés pour ta page,
ta sera pour le prochain n°
Salut bien ! L.C. Lyon

premier état
sociologue se poussant du col

deuxième état
le col ayant suffisamment
poussé il s'est outillé pour
faire ce qu'il croit être
son autocritique (sans
complaisance ni ....)

(1) le sociologue –

troisième état
les résultats d'une
analyse pratiquée avec
rigueur et sans complaisance
étant assez effarants, nous
continuerons encore qqtemps
ceci

sociologue
effectuant un forage
– non un sondage

résumé

Ces premiers textes ont longtemps circulé à Lyon, car L-C devait les imprimer en entier : des problèmes financiers nous ont empêché de le faire, mais TOUS LES ABONNES RECEVRONT AUTOMATIQUEMENT CE DOSSIER DES LABOS SOCIO, qu'ils ont eux-même ronéotes. Car la plupart des textes démontrent des mécanismes communs à tous les labos.

LA FULGURANTE CARRIERE DE GROS MELON

(30 p. env.) est celui qui nous a le plus emballé, par son style qui le rend lisible comme un bon roman : chacun y reconnait le vocabulaire et les attitudes de celui qui devient un mandarin "de gauche" (Gros Melon).

UNE LICENCIEUSE LICENCIEE

(10 p.) est politiquement beaucoup plus important ; car le petit personnel (tous sauf le directeur et 2 chargées de recherche) d'un Institut s'organise en A.G. ; une de leur première activité est de se mettre en grève illimitée pour défendre un chercheur qu'une chargée de recherche (syndiquée au SNCS !) licencie. Le mouvement est victorieux et finalement, c'est cette dernière qui est renvoyée par le directeur (bien que pour se défendre elle ait pris entre temps une carte du P"C"F !)

LA GENESE DES LABOS DE SOCIO

(16 p.) est le complément indispensable du dessin que nous publions
Il montre comment les labos de socio se sont développés en France vers 1950 et ont été accaparés par 3 super-mandarins et quelques jeunes loups ; il analyse le "crétinisme scientiste des sociologues".

PLUS DE NOMBREUX TEXTES PLUS COURTS, anecdotes et flash sur les secrétaires, la cantine, etc...
ET DES DESSINS dont nous ne publions que quelques uns dans ce nº 4.

P.S. : L'ensemble de ces textes ne forme que la 1ère des 3 parties prévues pour ce dossier longuement élaboré par les labos de socio parisiens. Les abonnés à L-C recevront les 3 parties de ce dossier.

J. M. LEVY-LEBLOND nous a écrit, pour dire qu'il était d'accord avec ce que nous avions publié sur lui dans le no 2 de L-C, et pour nous envoyer un texte "d'une autre personnalité", J.R. BECKWITH, publié en anglais dans Bacteriological Reviews, 34, 224 (1970)

Ce texte est intitulé

PREOCCUPATIONS A PROPOS DU MAUVAIS EMPLOI DE LA SCIENCE

C'est l'adresse de J.R. BECKWITH à la société américaine de microbiologie, Boston, 26-4/1-5-1970, à propos de la remise à l'auteur du Prix Eli Lilly.

Voici quelques extraits de ces 7 pages :

"... Vous avez pu vous rendre compte, d'après les travaux que j'ai décrits, que nous en tirons beaucoup de plaisir. Il est très amusant de manipuler les gênes, pratiquement à volonté, et c'est pour moi une tentation constante que de passer toutes mes heures d'activité à réfléchir et travailler sur ce sujet. Je crois cependant que c'est une tentation à laquelle je dois résister, ainsi que tous les scientifiques. Nous devons y résister car nous avons dans cette société une responsabilité particulière à cause de la façon dont nous et notre travail sont utilisés.(1)

"... Je connais dans mon domaine des travaux où les développements de la génétique bactérienne fondamentale sont finalement utilisés pour mettre au point les armes répugnantes de la guerre biologique. (1)

"... Manifestement notre gouvernement n'est pas le seul à utiliser la science ainsi ; les industries (2) l'utilisent au profit de ceux qui les dirigent, pour maximiser leurs bénéfices. Il n'y aura pas de solution au problème de la pollution tant que les patrons de l'industrie ne renonceront pas à placer le profit au dessus de tout. J'ai bien peur qu'il ne faille un peu les pousser dans cette direction.

Tous les abonnés recevront automatiquement ce texte, que nous avons ronéoté. Les non abonnés qui voudraient le recevoir n'ont qu'à s'abonner (10 F pour 4 numéros).

(1) Il est toujours bon d'enfoncer des portes qui commencent à s'entrouvrir, et de démontrer ce qui devrait être évident pour tous les scientifiques : comment leurs recherches sont utilisées par les seules forces au pouvoir : armée, industries, administrations, etc...
Il est dommage que ce texte n'aborde pas les problèmes moins évidents mais au moins aussi importants, tels que la critique du contenu même de chaque discipline scientifique (cf L-C 3)

(2) L'auteur va déjà plus loin, cependant, que Grothendieck et ses louables mais limitées idées pacifistes (cf L-C 2) : il parle aussi des industriels, du capitalisme, de la loi du profit...

"... les scientifiques conscients de leurs responsabilités doivent s'unir avec les autres travailleurs, les pauvres gens et les autres groupes opprimés, afin de travailler ensemble à un changement politique radical significatif. Je sais que le terme de "changement politique radical" est vague. Je ne veux proposer aucun plan de rechange parce que je crois, comme nous tous, avoir beaucoup à apprendre sur le monde qui nous entoure. Je pense que la forme de ce changement émergera au fur et à mesure de la lutte qui je crois sera longue..."

ITALIE

Nous avons reçu une série de textes italiens, de Naples et d'ailleurs (1). Nous en avons traduit deux :

— **"Science sans conscience"**, texte qui a largement été affiché et discuté aux U.S.A. et en Italie, après avoir été placardé dans les labos.

— **"Occupation de l'Institut des moteurs du C.N.R. Naples, Déc. 70"**

Nous sommes en train de les ronéoter, et seuls les abonnés les recevront. Les non abonnés qui désireraient les recevoir n'ont qu'à s'abonner : 10 F. pour 4 numéros.

Plusieurs n'ont pas encore été traduits, et concernent entre autres les différents points du programme détaillé du syndicat S.I.R.-C.G.I.L. (que nous avons présenté dans L.C. 3), et des comptes-rendus de débats.

Si certains lecteurs sont intéressés par ces textes, nous pourrons leur en envoyer une photocopie (voir p. 3). Si certains d'entre vous peuvent les traduire et les ronéoter, ils pourront nous en envoyer 500 que nous ferons parvenir à tous les abonnés.

(1) Plusieurs personnes du SNCS nous ont demandé "les textes intégraux" correspondant à ceux que nous avons publiés dans L.C. 3, sur le L.I.G.B. de Naples et le S.I.R.–C.G.I.L. Elles n'avaient pas compris que nous avions publié la totalité des textes intégraux reçus ...

de Marseille ...

comment, dans un pays lointain, des chercheurs sont complices de l'oppression directoriale qu'ils déplorent.

Un Laboratoire d'Océanographie situé bien loin, bien loin (pour qu'on ne l'identifie pas, disons quelque part dans le Népal). Il y règne, à certains égards, une atmosphère d'oppression dont s'accommodent diversement les membres du laboratoire.

LES FAITS — Sans vouloir faire le détail, plus ou moins folklorique, des manifestations autoritaires du Directeur, citons seulement qu'il refuse que quiconque, autre que lui, soit officiellement Directeur de recherche d'un membre du laboratoire, qu'il dispose dans son bureau d'une table d'écoute téléphonique destinée à surveiller, voire à interrompre, les conversations téléphoniques du personnel (1). Bien mieux, sa femme, bénéficiant par contagion de l'autorité directoriale, a fait obscurcir à la peinture toutes les vitres du laboratoire donnant sur leur villa, et interdit d'ouvrir les fenêtres correspondantes entre midi et quatorze heures afin qu'aucun regard de chercheur ne vienne troubler leur intimité.

LES REACTIONS — Racontées à l'extérieur de telles histoires —et bien d'autres encore, parfois évoquées de façon savoureuse—font la joie, innocente et sans danger, des soirées passées entre chercheurs. On plaint, un peu rageusement, les chercheurs soumis à un tel arbitraire. Ceux-ci exhibent leur phénomène, parfois avec la joie un peu morbide du bateleur montrant un monstre particulièrement réussi.

A l'intérieur du laboratoire, les réactions du chercheur moyen sont de deux types :

— abondance de discussions "de défoulement" dans les couloirs ; entre copains on "se raconte la dernière" dans un sentiment agréable de braver l'autorité. Certains se font à bon compte une réputation d'oppositionnels en racontant des petites histoires méchantes ... à des interlocuteurs soigneusement choisis.

— réticence devant l'instauration d'une large publicité, ou devant une lutte résolue contre les formes de l'oppression.

Une fois passé le niveau folklorique de la "bonne petite histoire sur le patron", un refus apparait souvent lorsque on parle de résister réellement à celui-ci, surtout à l'aide de personnes extérieures au laboratoire. "Ce sont des affaires intérieures au laboratoire" "Cela ne regarde personne d'autre" ou alors une déclaration désabusée "ce n'est sans doute pas mieux ailleurs", curieusement utilisée pour excuser un désir de ne pas révéler au dehors cette sorte de maladie honteuse que représente un tel patron.

LES RAISONS — Cette sorte de "solidarité de laboratoire" avec un patron jugé comme oppressif (contre des jeunes chercheurs d'autres laboratoires jugés comme concurrents) est formée de plusieurs composantes :

— La plus apparente est le désir de ne pas déprécier le laboratoire auquel on appartient, ce qui conduit à privilégier la relation avec le "patron" par rapport à la relation avec d'autres chercheurs de même rang. On veut avoir la fierté de son laboratoire !

— Ce désir recouvre un sentiment plus prosaïque qui est un souci d'intérêt personnel : on a intérêt à appartenir à un laboratoire "bien côté" sous tous rapports, et un agréable sentiment de supériorité à appartenir à une équipe d'élite. A cela s'ajoute une prudence qui incite à ne pas franchir les limites de ce qui est tolérable par le patron en question, qui supporte la fronde à l'intérieur mais déteste être déprécié à l'extérieur.

— Tout ceci se justifie, surtout chez les chercheurs déjà un peu "arrivés" par une acceptation implicite des régles de la maison "Bien sûr, le patron exagère, mais il faut bien éviter les abus ..." Ce qui suppose que, sauf menace de renvoi, les chercheurs se livreraient à des orgies de téléphone, à des massacres de vaisselle au cours de bacchanales sans fin ... Que n'irait-on pas inventer pour justifier une attitude oppressive à laquelle on n'ose pas s'opposer ! Et, comme par hasard, plus on est gradé, plus on est "responsable", c'est à dire plus on justifie les décisions du patron.

Au-delà de l'aspect folklorique d'un labo particulièrement gratiné, des problèmes plus généraux se posent : ce qui empêche les chercheurs de se joindre à la lutte contre les structures oppressives, c'est l'acceptation des idées dominantes du laboratoire, c'est à dire des idées de ceux qui dominent le laboratoire (et qui servent plus directement leurs intérêts) : on est tous égaux devant la science, unis dans un même travail grandiose, et il est particulièrement mesquin de s'intéresser aux autres aspects de la vie du laboratoire. Au besoin, tous ensemble, nous demanderons seulement plus de crédits pour mieux servir la Science ... et faire la pige aux autres laboratoires.

La lutte contre les structures oppressives nécessite l'abandon préalable d'une telle idéologie élitiste et concurrentielle. Seul le refus de faire à tout prix mieux que le laboratoire d'en face (fût-ce en lui cachant les "secrets" techniques), d'épouser les querelles mandarinales, permettra d'unir effectivement les personnels contre les patrons oppressifs, de mener ensemble une lutte politique et idéologique réelle ... et même, en supplément, de faire sans doute une recherche plus efficace (2). Mais cela, comme dirait Kipling, c'est une autre histoire !

(1) Cette pratique est si généralisée dans les entreprises que le personnel P. et T. qui vient installer les lignes téléphoniques demande toujours : "avec ou sans table d'écoute, Monsieur le Directeur ?".

(2) mais efficace pour qui, vieux ? Sûrement pas pour le peuple tant que nous serons dans cette foutue société ! N'y aurait-il pas, en Océanographie aussi, des relations à découvrir entre l'organisation, le contenu, et la finalité de la recherche ? (note rédigée à Lyon).

de CAEN

On peut être Liberal « de GAUCHE » verbalement ... et « PATRON de CHOC » dans la p-r-a-t-i-q-u-e

Pour assurer efficacement la RECHERCHE dans les divers labos et les travaux de GESTION de l'administration, on pourrait penser qu'il existe à Caen un important Centre de Calcul au service de l'Université dans son ensemble. En réalité, le fonctionnement d'un tel Centre est considérablement réduit depuis des années, —par le manque de crédit d'une part, —par une gestion sans dynamisme, d'autre part, — sans compter les rivalités personnelles qui jusqu'alors ont bloqué toute perspective d'action . . .
Par contre, l'industrie privée utilise ses services, sans laisser de traces de factures !

Travaillant essentiellement pour la COFROR, le Directeur du Centre de Calcul, Mr. PHAM, laisse en fait Mme GHINEA sévir sur le personnel qu'elle tient dans un état de dépendance par un MATERNALISME du plus beau cachet, accompagné de suspicion et de brimades diverses : —ce que l'on demande aux techniciens est avant tout d'être de bons "larbins" : accepter de coller des étiquettes, de recopier des organigrammes ... et de se taire.

"Je vous interdis de penser" — "Pas d'initiative personnelle" (sic) — rentrer chez soi pour se soigner est une faveur octroyée par Madame "le Contremaître" quand elle a constaté par elle-même que la maladie n'est pas simulée.

Bref, au Centre de Calcul, on y étouffe, et gare à celui qui voudrait RESPIRER ! JACOB, programmeur, en poste depuis 7 ans, en sait quelque chose.

Au cours de l'année 70, après un séminaire improvisé (recherche en informatique) entre assistants et techniciens, on lui annonce qu'il est devenu indésirable. PHAM demande alors son licenciement ; motif invoqué : ne s'adapte pas aux méthodes nouvelles (alors qu'il vient de passer un DEA d'informatique !). Le Ministère refuse (cf annexe). Alors on ne renouvelle pas son contrat et le 1er Novembre JACOB se trouve sans travail.

Le Comité-d'Action-Sciences, créé après le mouvement du 3 Décembre, et regroupant des étudiants rompant délibérément avec le style purement revendicatif de l'UNEF, a entrepris, à partir de Février, une série d'actions, suivant deux axes essentiels :

1. Dénoncer le pouvoir mandarinal des Professeurs, et si possible le faire reculer partiellement.
2. Obtenir la réintégration de JACOB (avec effet rétroactif).

Après une campagne d'information : tracts explicatifs diffusés au niveau des étudiants, du personnel administratif et des laboratoires scientifiques, — affiches, — Assemblée Générale, — le C.A. élargi intervient à plusieurs reprises dans les cours de PHAM et GHINEA, et jusqu'au Centre lui-même, pour leur demander des explications.

Ces interventions visaient, bien sûr, à faire pression sur PHAM et GHINEA mais aussi à briser le discours professoral du scientifique jamais jusqu'alors interrompu, et également à détruire chez les étudiants le mythe du scientifique neutre, qui serait au-dessus des problèmes sociaux et de la lutte de classes.

Certes, les résultats ne sont pas spectaculaires (JACOB n'est toujours pas réintégré). Mais il faut constater :

1º que PHAM, acculé à répondre de ses actes, a dévoilé ses pratiques :
— expliquant que cette affaire relève uniquement de considérations techniques il refuse toute pression syndicale ou politique d'où qu'elle vienne, et ose faire remarquer que ce n'est pas un problème pour JACOB, puisque "Le Monde fourmille de petites annonces qui devaient lui permettre de retrouver du travail dans les 15 jours (discours digne d'un "bon patron" d'usine, qui peut arbitrairement se débarrasser d'un ouvrier qui ne lui plait pas !).
— il affirme son libéralisme de gauche, mais souhaite que les Autorités Universitaires prennent leurs responsabilités vis à vis des étudiants qui nuisent au bon fonctionnement des Institutions universitaires.

2º qu'un certain nombre d'étudiants en sciences ont été amenés à prendre conscience des pratiques de mandarins exercées par leurs Professeurs "respectables". Il leur reste un pas à franchir : se déterminer à l'action.

3º que GHINEA a perdu momentanément son autorité au Centre de Calcul : elle n'ose plus prendre d'initiative !

L'ÉDUCATION NATIONALE

N° 346

ARRIVÉE 14 JUIN 1970 FACULTÉ DES SCIENCES

ACADÉMIE DE CAEN 433022 10 JUIN 70

Cette conférence transmise à M. le Professeur PHAM

Caen, le 23 JUIN 1970

Le DOYEN

M. BERNARD

4º que l'Administration elle-même semble avoir été quelque peu stimulée : elle a promis de débloquer, courant Mai, 3.500 F, une partie des indemnités de perte d'emploi qu'elle doit à JACOB.

5º que, sous la pression des évènements, le Président de l'Université a demandé au Conseil de l'Université de créer une commission paritaire qui statuera sur le cas JACOB.

6º que la C.G.T., contactée par JACOB, n'a rien fait, sinon un communiqué de presse, après le début de la campagne engagée par le C.A. !

Cependant, il est vrai qu'actuellement la situation est relativement bloquée. En effet une action DURE et DECISIVE demanderait, à notre sens, avec une participation de masse des étudiants (assez facile à obtenir sans doute), une participation ACTIVE et DETERMINEE d'un nombre suffisant de personnes du Centre. Pour l'instant, l'individualisme des uns, joint à la relative insécurité des autres (en tant que contractuels susceptibles de répression), empêchent la cohésion indispensable à l'action.

Et pourtant, FACE A L'ARBITRAIRE PATRONAL, SEULE LA LUTTE PAIERA !

AU CHAT LANDON
AU MOIS ET A LA JOURNEE
AUBERGE DE LA NOUVELLE SOCIETE
BLOQUÉ POUR TRANSFORMATIONS
on peut apporter son manger
HOTEL DU PLAN
G. HARMANTS STUDIOS GRAND CONFORT
Reynaud
Touraine
Crozier
Bourdieu
Aron
Boudon
Stoetzel
LA MAQUEREAU SOCIOLOGIE

GENEROSITE OU VIOL DES FOULES

Extrait d'un tract publié par les chercheurs et techniciens lyonnais, à l'occasion de l'opération "portes ouvertes" réalisée par la Fondation pour la Recherche Médicale les 27 et 28 fevrier 1971.

"L'opération – Vie" se veut généreuse. Mais saviez-vous que la Fondation pour la Recherche Médicale avait auparavant (en 1969-1970) organisé :

1º) Une enquête d'opinion (réalisée par l'IFOP), pour connaître vos réactions et vos réticences éventuelles.

2º) Une enquête de marché (réalisée par HAVAS) pour déterminer les meilleurs moyens de vaincre ces réticences et de manipuler vos consciences.

Bref, il s'agit de vous vendre des "Actions pour la Vie" de la même façon qu'un marchand de lessive vend "Axion anti-calcaire".

Voici sans commentaires quelques extraits significatifs de cette enquête de marché, relatifs à la campagne développée en février 1970 :

– La campagne devait se dérouler en trois phases :

1º) "Une campagne de sensibilisation...

2º) "Une phase de dramatisation et de matraquage, précédant de quelques jours l'Appel

3º) L'Appel lui-même."

–"Notre campagne d'information devra donc posséder un certain nombre d'éléments objectifs qui combleront les lacunes du public, sans toutefois démystifier pleinement la recherche médicale.

–"La peur est un mobile qui agit puissamment sur les foules. Il serait bon de l'utiliser! "

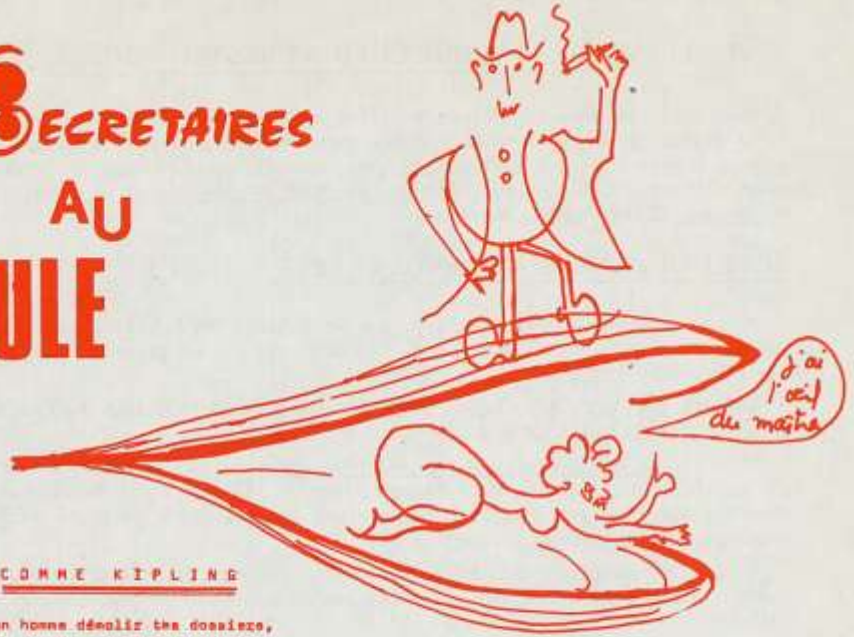
–"50 millions d'individus qu'il nous faut toucher dans leur ensemble; sans distinction de classe sociale; encore que les catégories B et C (seront visees plus particulièrement" (Les catégories B et C correspondent à celles des petits et moyens revenus, relativement peu instruites.).

–"Les fibres affectives jouent donc un rôle important dans l'image de la recherche médicale. Cette veine sera à exploiter ! " :

. par une dramatisation mesurée du sujet,
. par un vocabulaire adapté à sa dimension mythique
par des images violentes qui renforcent cette dimension."

Peut-on dans ces conditions parler encore de générosité ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une gigantesque escroquerie nationale avec la complicité des pouvoirs publics (ORTF, mairies...) et des puissances d'argent (Presse...)

des SECRETAIRES faites AU MOULE



COMME KIPLING

Si tu peux voir un homme démolir tes dossiers,
Et sans dire un seul mot te mettre à reclasser,
Si tu sais seconder l'homme en difficulté
Sans devenir sceptique quant à sa qualité,
Si tu sais être belle sans t'en rendre emmerdante,
Si tu peux être vive mais jamais impatiente,
Très expérimentée sans avoir pris de l'âge,
Aimable et souriante même avec un sauvage,
Si tu sais conserver l'orthographe qu'il perd,
Taper, penser, noter, téléphoner, tout faire,
Si tu peux accoucher à l'heure du déjeuner,
N'avoir que des enfants contre tout vaccinés,
Remplacer ton patron qui au soleil ronronne
Sans pour autant rêver que ce pays on te donne,
Si tu sors d'H.E.C. sans prétendre à la gloire,
Si tu as fais Sciences-Po sans en faire une histoire,
Alors, mieux qu'ingénieur, architecte ou ministre,
Mieux qu'hommesse vouée au célibat sinistre,
A jamais protégée des sommets où Lui brille,
Tu seras secrétaire, ma fille.

Fait par un groupe de secrétaires.

Dans le nº 1 de "Labo-Contestation", nous avons soulevé le problème de l'existence même des secrétaires et dactylos ("Faut-il des domestiques ? ").

Ce qui suit illustre mieux que toute analyse la fonction réelle de l'enseignement dispensé aux futures secrétaires médicales, et la signification très claire de ce métier.

Ces passages sont extraits d'un cours polycopié : Cours MEDICA, "Préparation au secrétariat Médical", 9 rue Maublanc, Paris 15ème, cours du docteur VIVIER-LIBERGE.

VEILLEZ A VOTRE TENUE QUI DOIT RESTER MODESTE, EFFACEE.

Nous ne vous demandons pas de revêtir un uniforme sévère, comme celui de la Croix Rouge ou des Assistantes Sociales, mais ceci doit être pour vous, quand même, sujet à réflexion. Si ces costumes ont été ainsi choisis d'une grande sévérité, c'est pour affirmer que la frivolité n'est pas de mise en présence de la douleur et de la souffrance. (Cours Médica page 14).

SOYEZ VIGILANTE – PREVOYANTE –

Avant l'arrivée de votre patron, sachez avoir "L'OEIL DU MAITRE", c'est déjà par là que vous commencerez à affirmer vos qualités. Sachez du premier coup d'oeil voir "ce qui cloche".

VOTRE PATRON N'A PAS LE TEMPS DE S'OCCUPER DES DETAILS VOUS DEVEZ Y VEILLER POUR LUI.

Voyez si la propreté des locaux est impeccable, si chaque chose est à sa place s'il ne traîne pas d'objets, de pansements souillés, s'il n'y a pas de désordre visible pour un oeil étranger. Tout doit donner une impression de propreté méticuleuse, d'ordre parfait, de netteté absolue.

Veillez au remplacement des journaux et revues de la salle d'attente qui sont souvent maculés, déchirés, salis; s'il n'y a pas de cendre ou de bouts de cigarettes qui traînent.

Voyez si la blouse de votre patron n'a pas besoin d'être changée, si, quoique propre elle n'est pas malencontreusement maculée, de même que le linge du cabinet. Vous me répondrez que c'est la tâche du personnel subalterne : "possible" mais si celui-ci n'a pas exécuté cette tâche, c'est VOUS qui en porterez la responsabilité, et il est indispensable, pour être digne de votre poste, que vous ayez le SENS DES RESPONSABILITES.

RAPPELEZ-VOUS QUE SI VOTRE PATRON A PRIS UNE SECRETAIRE, C'EST QU'IL ESTIME N'AVOIR PAS LE TEMPS DE S'OCCUPER DES PETITES CHOSES, et comme de leur exécution dépend la réputation de son cabinet... (Cours Medica, pages 15 - 16).

VOUS POURREZ ARRIVER A AVOIR LA POSSIBILITE D'INITIATIVES PERSONNELLES INTELLIGEMMENT PROGRESSIVES.

Une employée ne doit jamais prendre d'initiative et c'est un slogan en honneur dans toutes administrations militaires ou civiles "pas de zèle, pas d'initiatives", slogan qui a sa raison d'être, car il s'agit de collectivités, dont un membre ne saurait avoir d'initiative personnelle sans risquer de compromettre gravement le fonctionnement de ladite collectivité.

Il n'en est pas de même de la Secrétaire, de la collaboratrice qui n'a pas de travail défini à exécuter, mais un rôle à remplir. Vous voyez, comme nous vous l'avons dit au début, combien petit à petit nous vous aidons à vous élever au dessus du commun des mortels, à "prendre de la classe"...

SOUVENEZ -VOUS EN, REGARDEZ, ECOUTEZ, RETENEZ, COMPRENEZ ET N'OUVREZ LA BOUCHE QU'A BON ESCIENT.
(Cours Medica pages 39 et 40).

de LYON

à l'hôpital des Invalides

Un tract émanant du Comité d'Action du quartier a été distribué en Mai 70 sur tous les quartiers avoisinant l'hôpital où se recrutent les hospitaliers travaillant dans cet établissement.

Le tract signalait la situation quasi-scandaleuse qui se déroulait aux Invalides à propos de vols dont les hospitaliers étaient accusés, alors qu'ils étaient commis sur une beaucoup plus grande échelle par une maffia faisant partie des autorités patronales.

Le tract fit un boum retentissant : Les travailleurs, heureux que la vérité éclate enfin aux yeux de tout le monde, la Direction, furieuse. Il y eut enquête de l'Administration Centrale, aboutissant à des déplacements, avec rétrogradation, d'une partie de ce beau monde.

On croyait alors vivre tranquilles à l'hôpital des Invalides. Mais la situation redevient intenable, à cause du Directeur qui licencie n'importe qui n'importe quand ... Alors, vlan ! Peu après, en Avril 71, un deuxième tract arrose à nouveau les quartiers à l'entour, et tout le monde se réjouit à nouveau, lit, relit le tract, se le passe, le recopie et le garde précieusement.

Le Directeur, très offensé, tempête tout seul, et pour l'instant, tempère sa liste de licenciements ... mais pour combien de temps ?

A noter que ce deuxième tract attaquait les "gueuletons" que s'offrait la Direction sur le budget de l'hôpital, et qu'un mois après c'est le Directeur Général qui y invite Mlle DIENESCH, Secrétaire d'Etat ... Mépris ou provocation ?

(extrait de HARA-KIRI n° 14)

à l'hôpital Cardiologique

L'an dernier, les milieux hospitaliers ont entendu parler de l'hôpital cardiologique de LYON. D'abord à l'époque de la visite de CHABAN-DELMAS, où un auxiliaire fut renvoyé parce qu'il avait écrit sur les murs de l'hôpital ce que beaucoup pensent : "Cardio pour les bourgeois ; pour les prolétaires, crève ! ". Il lui fut dit : "Vous êtes dangereux pour la sécurité de l'hôpital ! ".

Le personnel de l'hôpital se souvient bien de cette visite de CHABAN : Pendant toute sa durée, l'hôpital fut placé en état d'urgence : visites interdites, pas de téléphone, ascenseurs bloqués, opérations reportées, l'hôpital investi par des flics en civil et en sarreau, etc ... La veille, on avait même demandé à plusieurs personnes de ne pas se présenter au travail ce jour là.

Depuis se sont passées en Cardio des choses que l'administration a jugées inquiétantes : renaissance d'un comité d'action interhospitalier ; naissance d'un groupe Secours Rouge, dont l'effectif diminua beaucoup à la suite d'une action sur le self où certaines erreurs furent commises.

Décembre 70, Janvier 71, c'est, en cardio, la chasse aux militants : 6 d'entre eux sont vidés sous les prétextes les plus divers (1). Voici le récit du dernier en date de ces renvois :

Le 6 février 71, un auxiliaire de service, préparateur en pharmacie, BENADIBA, est matraqué par les flics au cours d'une manifestation organisée par le Secours Rouge au sujet des prisonniers politiques.

Le 9 février, BENADIBA est convoqué dans le bureau du directeur, qui lui communique la lettre de renvoi suivante : "en application des dispositions règlementaires qui régissent votre statut, il est mis fin à vos fonctions hospitalières à la date du 1er mars. Veuillez agréer ...". Oralement, le directeur ajoute : "Vos activités personnelles sont incompatibles avec le métier d'hospitalier", et lui demande de partir le jour même.

Les deux pharmaciens du service de BENADIBA prennent nettement position. L'un d'eux va voir le directeur (HALBOUT) qui lui dit qu'il n'y est pour rien, et lui fait comprendre que ça vient de la Préfecture. Le chef de service de BENADIBA lui a fait une lettre où il certifie que ce dernier n'a commis aucune faute professionnelle.

Actuellement, un procès est en préparation, une plainte ayant été déposée contre la direction.

Face à un tel scandale (le scandale du statut actuel des auxiliaires, qui peuvent être renvoyés sans aucune cause professionnelle), les syndicats n'ont rien entrepris d'efficace. Il est temps de poser ce problème, publiquement, ainsi que celui de la nature du travail des hospitaliers auxiliaires.

(1) Un dossier détaillé et complet est actuellement en préparation sur l'hôpital cardiologique et sur toutes les affaires que nous mentionnons dans ce texte. Ceux qui le désirent peuvent écrire à Labo-Contestation ; nous le leur ferons parvenir dès qu'il sera prêt (joindre deux francs en timbres à la lettre).

D'autre part, à partir des problèmes de l'hôpital cardiologique, des conditions de travail du personnel, de la répression déguisée ou ouverte qui s'exerce sur lui, un noyau s'est constitué avec, entre autres projets, la parution d'un journal centré sur les luttes de ce secteur hospitalier. On peut se procurer ce journal en écrivant à Labo-Contestation.

luttes santé

BRETAGNE

Ce bulletin (1) est publié par un groupe de travailleurs hospitaliers, d'étudiants (infirmières, assistantes sociales, médecins) et de malades et usagers de secteur santé, révoltés par la façon dont "on ne les soigne pas".

Nous en avons extrait une enquête, réalisée par des travailleurs de FERODO et des étudiants en médecine de CAEN dans le cadre du Secours Rouge sur une maladie professionnelle.

L'ASBESTOSE OU AMIANTOSE

(1) Adresse COORDINATION SANTE
73, Avenue Aristide Briand

35 – RENNES

L'asbestose ou amiantose

GENERALITES SUR FERODO

Ferodo est une entreprise internationale (France, Espagne, Italie).

Dans le Calvados, Ferodo emploie 2.400 ouvriers environ, répartis de la manière suivante :

– à Condé-sur-Noireau, l'usine principale emploie 1.400 ouvriers; cette usine travaille l'amiante cuite (normalement moins dangereuse).

– dans la vallée de la Verre, les usines : Plafond, Rocrai, Martinique, Petite Suisse, Vaux de Verre, font le tissage et la filature de l'amiante brute. Elles emploient environ 1.000 ouvriers.

Deux usines : Caligny et les Fontaines ont été fermées il y a quelques années. Il n'y avait aucune protection contre les poussières d'amiante et en très peu de temps, les ouvriers étaient malades. Beaucoup sont morts d'asbestose.

Une femme de 33 ans qui avait commencé à 14 ans chez Ferodo à l'usine de Caligny était déjà amiantée à 17 ans. Sa réflexion : "presque toutes celles qui travaillaient avec moi sont mortes à 35-40 ans."

Ceux qui ont connu ces usines disent :

"Pour le casse-croûte, il fallait enlever l'amiante qui était sur le pain avant de le manger".

"Les champs et les arbres alentour en étaient recouverts, même les vaches en crevaient".

A Ferodo on tombe malade mais c'est l'usine qui paye le mieux lorsque l'on n'est pas qualifié. A quelques kilomètres, à la Ferté Mace, une usine de confection de 70 ouvriers paye de 30 à 40.000 frs par mois. Pour ces ouvriers, Ferodo, c'est la planche de salut. Même problème pour les petits paysans que la ferme ne suffit pas à faire vivre.

Les ouvriers qui travaillent dans l'amiante se trouvent devant le choix suivant :
– soit mourir de faim,
– soit mourir de l'amiante.
Comme ils ont une famille à nourrir, ils choisissent l'amiante.

DESCRIPTION DE L'ASBESTOSE (OU AMIANTOSE).

L'asbestose est une maladie incurable, due aux poussières d'amiante qui se fixent sur les poumons.

La maladie apparaît en général 5 à 10 ans après l'exposition aux poussières. Elle peut aussi se déclarer plus tôt. Elle peut apparaître alors que le travailleur n'est plus exposé depuis quelques années. Elle évolue toujours, même après l'arrêt de l'exposition au risque, et encore plus vite si le malade reste exposé.

Au début, l'ouvrier est "poussif", essoufflé, a des points de côté douloureux. Très souvent ces signes sont mis sur le compte d'une grippe ou d'une bronchite passagère par le malade mais aussi, volontairement, par le médecin. Ceci est d'autant plus grave que la maladie se complique elle-même d'affections pulmonaires diverses : tuberculose, cancer, bronchite chronique. Ainsi ,du début à la fin, on peut faire passer cette maladie professionnelle qu'est l'asbestose sous le masque d'autres maladies.

L'espérance de vie des ouvriers de l'amiante est raccourcie. Il n'existe aucun traitement de la maladie. La mort se fait dans des conditions terribles : le malade perd ses forces petit à petit, puis meurt asphyxié.

Le seul remède, c'est la PREVENTION.

Un médecin de Condé à qui on avait fait visiter l'usine de Caligny (Dr Porte) avait déclaré "C'est très bien, mais il manque une chose à toute l'installation

– Et que manque-t-il, lui demanda-t-on alors ?
– Ce qu'il manque, c'est un grand cimetière qu'il faudrait aménager tout autour de l'usine ! "

LE SEUL MOYEN DE LUTTE, C'EST LA PREVENTION

Celle-ci a un double aspect : technique et médical.

Dans les usines d'amiante de Ferodo du Calvados, il y a 800 postes exposés.

1 Prévention technique

La loi prévoit :

– Une étude de la pollution atmosphérique dans les ateliers par des prélèvements d'air à l'aide d'une pompe volumétrique permettant de déterminer le nombre de particules d'amiante dans un volume donné.

– Une élimination des poussières faites à la source de production par aspiration et carters,

– Le port du masque obligatoire pour les travaux exposant à un risque important.

Voyons ce qu'il en est dans la réalité à Ferodo.

– La mesure de l'empoussiérage dans les ateliers à l'aide d'une pompe volumétrique ; ce qu'en disent les ouvriers en général : "quand ils viennent prélever de l'air, ils ne se mettent pas à l'endroit d'où sort la poussière, mais derrière nous; évidemment les résultats sont faussés. De toute façon, on ne nous les donne jamais".

– L'aspiration. Pour que l'aspiration soit efficace, il faudrait (d'après un ancien médecin de Ferodo) :

- une aspiration par bobine (c'est-à-dire à chaque lieu de production de poussière),
- un moteur suffisamment puissant pour assurer une aspiration correcte;

La réalité est bien loin de cela :

- un aspirateur pour 15 bobines ou 3 aspirateurs pour tout un atelier,
- un moteur aspirant pour plusieurs bouches d'aspiration. Plus la bouche est loin du moteur, plus l'aspiration est mauvaise.

– Le masque. C'est un tampon d'ouate dans de la gaze, fixé dans une armoire métallique.

Comme dans les mines de charbon, le masque est une pure hypocrisie, car très souvent, en raison de la chaleur dans les ateliers et des cadences trop rapides à maintenir, il est très pénible à supporter. Cela devient un vrai supplice pour celui qui est déjà amianté (il est essoufflé).

Dans certains ateliers, le port du masque est obligatoire; dans d'autres, il ne l'est pas. Il est obligatoire quand les conditions de sécurité sont trop déplorables, les ouvriers touchent alors une prime d'empoussiérage ridicule. S'il ne l'est pas, il n'y a pas de prime. Les ouvriers disent : "Il y a autant de poussières dans les deux ateliers".

Deux mesures préventives dont il n'est pas question, et qui sont pourtant principales pour diminuer la quantité de poussière :

– la diminution des cadences, car plus le métier à tisser tourne vite, plus il y a de poussières. Si on a vraiment dans l'esprit la protection des vies humaines, une mesure s'impose : LE RALENTISSEMENT DES CADENCES.

– la diminution du nombre des machines par atelier.

En résumé, pour assurer une bonne prévention technique, il faut :

– Installer un système correct d'aspiration des poussières produites, système dont l'efficacité serait contrôlée régulièrement par la mesure de l'empoussiérage.

– Rendre applicable l'idée de carter qui envelopperait complétement les machines.

– Effectuer des roulements pour les postes exposés.

– Diminuer la production de poussières : donc RALENTIR LES CADENCES et diminuer le nombre des machines par atelier.

En fait, comme on le voit dès maintenant pour la prévention technique, la prévention de l'asbestose se heurte à un impératif, LE PROFIT.

Cette loi qui est la loi du patron est incompatible avec une bonne protection de la vie des ouvriers.

– Diminuer les cadences; cela signifie diminuer la productivité, c'est-à-dire la quantité d'argent que le patron se met dans la poche. Au contraire, tout est fait pour augmenter les cadences, une partie de la paie des ouvriers (10 à 15 %) est constituée par le boni. Plus les cadences sont élevées, plus le boni est élevé. Dès qu'un élément de la production est changé, on fait passer les chronos et les cadences sont augmentées.

–Faire une installation d'aspiration correcte; cela nécessite de l'argent, pourtant bien peu à côté de la vie des ouvriers. Les quelques améliorations apportées sont très insuffisantes. Protéger la vie des ouvriers : Ferodo s'en moque, cela ne lui

rapporte rien. Les ingénieurs de Ferodo ne tiennent pas compte des idées des travailleurs pour améliorer l'aspiration, ils sont payés pour faire augmenter le rendement, pas pour chercher à protéger la santé des travailleurs.

2 Prévention médicale

Il n'y a aucune loi particulière pour ce problème, c'est donc la législation générale de la Médecine du Travail qui est applicable :

Examen à l'embauche avec radioscopie du thorax
Examens périodiques annuels sans autre précision.

Le médecin du travail reste juge d'une plus grande fréquence des examens et de l'opportunité d'investigation complémentaire; les examens nécessités par le dépistage des maladies professionnelles étant à la charge de l'employeur.

Ce qu'il faudrait :

- un examen du crachat annuel,
- des explorations fonctionnelles respiratoires,
- une radio pulmonaire annuelle

– La radio pulmonaire, c'est le seul examen pratiqué couramment à Ferodo. Pourtant, c'est le moins intéressant car les signes sont tardifs et la maladie est déjà très évoluée; mais c'est le seul exigé par la loi.

L'examen de crachat est simple, il aide au dépistage précoce de l'asbestose et pourrait ne pas coûter trop cher à l'entreprise.

Les épreuves fonctionnelles respiratoires permettent le plus rapidement le dépistage, elles ne sont jamais pratiquées de manière préventive, elles ne sont obligatoires que pour que l'expertise soit une complication de plus.

A TOUS LES NIVEAUX, ON NIE L'ASBESTOSE

– Les travailleurs ne sont jamais informés des risques de l'amiante,

– Le médecin du travail : il pourrait informer, améliorer le dépistage et la prévention, organiser des roulements pour les postes exposés, faire reconnaître normalement les malades.
Mais il est payé par Ferodo et sa place est liée à son obéissance. Pour Ferodo, il ne faut pas qu'il y ait d'asbestose reconnue, car alors, il doit payer les pensions. Donc le médecin ferme les yeux, dit aux travailleurs qu'ils ont des maladies peu graves et passagères (asthme, bronchite, allergie) et comme on l'a entendu, qu'ils doivent changer de lit à plumes, acheter un aspirateur.

Il ne leur parle jamais de leur état réel. Il ne fait changer les malades de poste qu'à la dernière limite pour "raison de santé" sans reconnaître qu'ils ont l'asbestose. Il ne les met à la retraite anticipée que lorsqu'ils ne peuvent plus travailler. Comme le médecin du travail ne leur apporte que des mensonges, les travailleurs vont voir leur médecin de ville.

– Les médecins de ville.

On a vu un médecin de ville qui nous a dit : "quand un ouvrier a une maladie professionnelle, il bénéficie du tiers payant : il n'a rien à payer. Pour une maladie professionnelle, la feuille de maladie est blanche; pour les autres, elle est jaune". Et là, le médecin nous a avoué sans gêne : "En fait le médecin de ville n'a aucun intérêt à donner des feuilles blanches, car la visite ne lui rapporte que 18 frs, alors que les feuilles jaunes rapportent 23 frs. Cela fait 5 frs de différence".

Beaucoup d'ouvriers disent : "tous les médecins de la région sont achetés. Les examens de laboratoire de Condé sont faux".

– L'expertise

S'il veut être reconnu, le travailleur doit remplir de nombreux papiers et attendre au moins 6 mois pour passer l'expertise à Caen, au Mans ou à Paris. Il faut faire les démarches et les examens à ses frais (on est un peu remboursé que si l'on est reconnu).

Rares sont ceux qui s'estiment évalués à leur juste taux. On a vu une ouvrière, alitée depuis 5 ans, essoufflée rien qu'à parler, méritant 100 % sans problème et reconnue seulement à 70 %. Une autre, reconnue asbestosique par Porin, ne reçoit pas de pension; reconvoquée 2 ans après, ce dernier conclut : "A soustraire des poussières".

La maladie évolue toujours et la pension rarement.
Si le taux est contesté, il faut refaire une nouvelle expertise, avec son cortège de difficultés.

Beaucoup d'ouvriers se découragent devant toutes ces démarches longues et pénibles et pour quel résultat ?

– La pension

Elle est d'un taux ridicule et enlève certains avantages. En général, les pensionnés doivent continuer à travailler car, s'ils sont obligés de s'arrêter, leur pension ne suffit pas à les faire vivre.

– Lorsque l'on est reconnu abestosique, on doit changer de poste, mais Ferodo y fait beaucoup de difficultés. Un travailleur à qui on avait dit qu'il n'y avait pas d'autre poste a dû donner sa démission pour être réembauché sur un poste sans amiante. Il a donc perdu tous ses avantages.

Lorsque l'on est envoyé dans l'usine de Condé, on perd sa qualification et ses primes. Des femmes malades se retrouvent ainsi à faire le ménage, la nuit, à l'usine (donc plus de vie de famille). L'indemnité de 150 jours prévue par la loi n'est jamais versée.

– Quand le malade ne peut vraiment plus produire, on le met à la retraite anticipée. Il n'a plus longtemps à vivre.

MEDECINE DU TRAVAIL

(Extrait de CHARLIE-HEBDO)

UN EXEMPLE EVOCATEUR

Un vieil ouvrier de Ferodo, le "Père Marie", était malade depuis longtemps. C'est seulement à 59 ans qu'on le reconnaît asbestosique avec un taux d'emblée à 40 %. On le change de poste. Un an après, on lui donne la retraite anticipée, il meurt 4 mois après. Mais ils ne sont pas à une horreur près : comme son taux n'était que de 40 %, à sa mort, sa femme n'a pas droit à la pension.

Ils veulent déterrer le corps et prélever un morceau de poumon pour confirmer le rapport sur l'asbestose.

Pour les complications de l'asbestose,

si on reconnaît dans les livres que l'asbestose se complique de maladies cardiaques, de cancer, de tuberculose, officiellement, on les ignore. Seules les complications cardiaques peuvent être remboursées et prises en charge. Mais ce n'est pas le plus scandaleux ; fréquemment, on les fait passer pour des maladies indépendantes et sans rapport avec l'asbestose ; c'est autant d'économie pour Ferodo.

LES PARAVENTS DERRIERE LESQUELS SE CACHE FERODO.

– Le comité d'hygiène et de sécurité :

Jusqu'en 1966, tous les membres en étaient nommés par le patron. Maintenant il y a quelques travailleurs, élus par l'ensemble. Ils n'ont aucune possibilité de faire leur travail, leurs propositions ne sont pas étudiées, ils n'ont pas de contrôle sur la prévention et la santé des travailleurs. En fait, il sert surtout de caution au patron.

– Les visites de l'inspection du travail :

La direction en est prévenue à l'avance et fait nettoyer les ateliers. Pour la visite, tout est propre et les machines tournent plus lentement. N'importe comment, l'Inspecteur du Travail ne peut faire que des recommandations.

– L'opération "Portes ouvertes" :

En décembre 1970, pour se faire de la publicité, Ferodo fait visiter son usine à la population. Ce que les ouvriers ont constaté : la visite se faisait dans l'usine où on ne travaille pas l'amiante (donc la moins dégueulasse) ; elle a été nettoyée, repeinte, astiquée une semaine avant par les travailleurs. Les machines tournaient au ralenti avec des travailleurs cravatés.

Devant ce faux-semblant, des gens disaient : "Mais de quoi se plaignent les ouvriers de Ferodo ? ".

– Le Congrès international sur l'asbestose (Caen 1964) :

Ce congrès a été convoqué et financé (plusieurs millions de francs) par la Chambre Syndicale de l'Amiante dont Ferodo est le plus gros actionnaire. Le médecin du Travail d'alors, Lebhar, explique ce qu'il faut faire pour diminuer le nombre de cas pensionnés. Il affirme sa fonction de valet du patron. Si des découvertes intéressantes permettant une meilleure prévention sont exposées, on n'en tient pas compte.

Donc Ferodo dépense des millions dans ce congrès plutôt que de prévenir la maladie. De plus, ce congrès sert de base à l'enseignement des médecins: on ne leur parlera pas de la manière dont les travailleurs subissent la maladie, mais seulement des travaux faits sous la direction de Ferodo.

Voilà ce qu'est l'asbestose, voilà ce que l'on ne dit pas dans les livres.

Il existe une véritable maffia qui rançonne les ouvriers, qui les exploite tant que leur santé permet un travail productif puis les élimine du circuit producteur, une fois que la maladie a fait ses ravages.

FERODO, C'EST LUI LE PRINCIPAL RESPONSABLE.

C'est normal, en bon capitaliste, sa devise, c'est "TOUJOURS PLUS" : plus de travail, plus de cadences, c'est-à-dire plus d'argent pour construire d'autres usines et exploiter plus d'ouvriers.

Cette maladie, qui est parfaitement évitable et qui fait des ravages, c'est la rançon que les ouvriers paient pour son profit.

Ses principaux complices sont :

– dans la boîte

les ingénieurs,

les chefs qui assurent le maintien des cadences,

la médecine du travail qui masque la maladie et se contente de limiter les pensions.

– à l'extérieur

Porin, expert de la Sécurité Sociale. Le sentiment général est qu'il travaille main dans la main avec Ferodo. Il donne toujours un taux plus faible que les autres médecins.

Les médecins de la région (avouant eux-mêmes ne pas bien exercer leur métier) viennent compléter ce brillant état-major.

EN CONCLUSION.

Nous affirmons que l'anéantissement de l'homme par l'amiantose n'est pas dû au hasard ni à la fatalité.

La principale cause est toujours la même : la loi du profit.

Il faut tout faire pour dénoncer, isoler ces quelques individus qui attentent tous les jours à la santé des travailleurs.

Il faut que les travailleurs et les étudiants en médecine du Secours Rouge fassent une campagne d'information et de dénonciation. Après, ce sera à l'ensemble des ouvriers de Ferodo de s'unir pour assurer réellement leur protection contre cette maladie. Jusqu'à présent, Ferodo n'était pas vraiment inquiète mais, depuis décembre, les ouvriers sont passés à l'attaque et ça va déjà plus mal pour lui.

Avec la campagne sur l'asbestose, nous pouvons le démasquer encore plus, ainsi que ses complices.

LUTTES HOSPITALIERES

A VILLEJUIF

En octobre 1970 un comité d'action a démarré à VILLEJUIF, se proposant un travail sur l'ensemble des hôpitaux et centres de recherches CNRS et INSERM de la Commune (Institut Gustave Roussy, hôpital Paul Brousse, hôpital psychiâtrique).

Le groupe est en fait essentiellement animé par des travailleurs de l'Institut Gustave Roussy.

L'action est partie à l'occasion d'une grève des brancardiers, faite contre la CGT et avec l'appui modéré de la CFDT.

Jusqu'à présent, les syndicats de l'Institut Gustave Roussy sont toujours d'accord entre eux et travaillent avec l'appui bienveillant de la direction.

Il nous est apparu intéressant d'intervenir au niveau de très nombreux problèmes touchant le personnel qui n'était jusqu'à maintenant jamais évoqués.

Le groupe édite un bulletin appelé "Luttes Hospitalières à Villejuif" dont 3 numéros ont déjà paru. (1)

Les sujets abordés ont été essentiellement :
- Le scandale du pointage
- La cogestion (bidon)
- Hiérarchie des salaires et du savoir
- L'idéologie du milieu scientifique dans le labo
- Les rapports médecin-malade
- La folie

Le jour de l'opération "porte-ouverte" une contre opération, avec panneaux et discussions avec le public, a été organisée.

(1) adresse : Jean-Claude TARRIEUX 10 rue du Colonel Marchand (en face de Paul Brousse) VILLEJUIF

SUPPRIMER LE POINTAGE

Supprimer le pointage signifierait non seulement moins d'ennuis administratifs et financiers, mais aussi une plus grande confiance faite aux travailleurs et en définitive plus de dignité pour chacun d'entre eux.

SEULE LA LUTTE PAIE

L'exemple de St. Cloud prouve encore une fois que toute réplique immédiate et massive est decisive.

Scandale du pointage

POINTER OU TRAVAILLER ?

Le centre de dépistage du cancer de St' Cloud est maintenant connu comme centre pilote de dépistage des fraudes de son personnel.

La direction avait mise au point un système de télévision avec magnétoscope qu'elle avait branché sur la pointeuse de l'hôpital.

Ainsi chaque individu était filmé aux moments où il entrait et sortait de l'établissement , heureusement pour nous tous car cette idée géniale aurait pu en inspirer d'autres, le jour même de l'installation les travailleurs ont vivement réagi et réunis en assemblée générale, ils ont décidé la grève et obtenu la suppression de l'appareil.

Mais ici comme ailleurs le pointage subsiste ainsi que le flicage du personnel par la machinerie hiérarchique des surveillants et autres sous-chefs. Bientôt chacun aura sans doute son détective personnel!

On n'arrête pas le progrès !
Voilà des millions bien employés ! Mais par ailleurs on fait appel à la charité publique parce que la recherche sur le cancer manque d'argent !

INUTILITE DU POINTAGE

D'autre part chacun sait bien que ce procédé de contrôle ne prouve en rien la qualité du travail produit ; ce n'est pas celui qui pointe à l'heure qui forcément travaille le plus et le mieux.

Dans un laboratoire de recherche, une expérience peut souvent se prolonger au delà du temps alloué. Alors, sous peine de remplir une paperasserie infernale que les travailleurs hésitent à présenter à leur chef de service et qui souvent sera ensuite refusée par l'administration, ils peuvent être tentés de remettre l'expérience au lendemain. D'autant plus qu'ils savent aussi que cinq minutes de retard sur le travail du lendemain sera blâmé et qu'ils seront en conséquence sanctionnés par la compression de leur prime d'assiduité.

Dans les services de soins, depuis le chef de service jusqu'à l'aide soignante, il est bien évident que personne ne peut ni manquer son travail sous peine de nuire à la santé des malades dont chacun a la responsabilité ni en reporter la charge sur ses collègues de travail déjà débordés.

Finalement partout il est clair que le but atteint par le système de contrôle est opposé à celui qu'il prétend s'être fixé.

le pouvoir de parler !

Ce n'est pas à "Armes égales" dans l'entreprise.

Dans son service, le patron commande. Son outil de travail préféré c'est la parole. "Mademoiselle, vous appliquerez ce traitement" — "Madame, vous veillerez à la propreté des chambres". Il retrouve les autres patrons en conseil de ceci, en comité de cela. Il parle, il parle. Il brille par ce qu'il dit. Il se fait craindre et obéir. Il en arrive à posséder la maîtrise de son langage. Il peut renvoyer la balle, exploiter l'erreur de son interlocuteur.

Les travailleurs ne sont pas dans le même cas. Leur outil de travail n'est généralement pas la parole. Balayer, piquer, percer, panser, porter, marcher se font sans discours. Pas de conseil d'administration ou de réunion de coordination pour commenter de qu'on a fait. Au moment de la discussion dans le bureau du chef de service ou à l'assemblée générale, le travailleur est souvent démuni. Il n'est pas d'accord mais il craint de ne pas s'exprimer assez bien pour le dire. Il écoute ceux qui savent arranger leurs phrases, ceux, qui enfoncent sous un mot d'esprit les contradicteurs, mais lui se tait.

POUR DES ASSEMBLEES DE TRAVAILLEURS OU L'ON S'EXPRIME

La hiérarchie c'est aussi la prééminence de la Parole. MAI 68 avait dit-on, libéré la parole chez beaucoup. C'était formidable. Chacun osait dire ce qu'il avait sur le coeur. Plus de complexes. Finie l'idée qu'on ne peut parler après son chef parce qu'on parle moins bien que lui.

Les assemblées générales de travailleurs sont un moment essentiel dans l'histoire des travailleurs d'une entreprise. A condition qu'elles permettent l'expression de chacun.

REFUSER DE SE TAIRE

Décrire ses conditions de travail, faire sentir la difficulté de certaines contraintes ne pas craindre de préciser les détails en faisant sentir qu'ils sont vitaux, exprimer ses souhaits et ses désirs, critiquer ce qui ne va pas. Faire des propositions.

Mais on n'en est pas là. Parce que notre société brime la parole des travailleurs. Elle ne demande que le silence de l'obéissance passive, pour conserver aux chefs le privilège de la parole qui ordonne et décide. Parler est le début de la contestation. On réduit les travailleurs à chuchoter entre eux. En attendant que MAI ne revienne et ne libère à nouveau les langues.

Parler sans complexes devant quiconque est-ce utopique de croire qu'un jour une société sans hiérarchie et sans mandarins pourra le permettre ?

Malgré la difficulté, l'apprentissage de la parole est à faire dès aujourd'hui. Il faut refuser de se taire sous le prétexte qu'on s'exprime moins bien.

Mai 68, en tête des défilés étudiants

WANTED 10.000 $ (*)

3 ans plus tard dévoile sa pensée

professeur Monod vous dit

j'y reste

Institut Pasteur
[illegible]

LE DIRECTEUR
D/71 - N° 373 -

Paris, le 6 mai 1971

Mademoiselle
Service de
INSTITUT PASTEUR
PARIS

Mademoiselle,

La requête que vous m'avez adressée dans votre lettre du 3 mai a retenu toute mon attention.

Je ne peux cependant lui donner mon accord. En effet, l'Institut Pasteur n'est toujours donné pour règle de se tenir à l'écart de toute discussion comportant une implication politique quelconque, à plus forte raison lorsque celle-ci se situe au niveau international et qu'elle intéresse des pays où l'Institut Pasteur possède une implantation scientifique profonde ; or, vous n'ignorez pas que l'Institut Pasteur entretient des liaisons étroites avec ses filiales du sud-vietnam et du Cambodge : Dalat, Saïgon, Bhatrang et Phnom-Penh, et qu'il espère pouvoir, dès que possible, renouer avec l'Institut Pasteur d'Hanoï.

Par ailleurs, il me semble qu'il n'entre pas dans les attributions des sections syndicales d'aborder, à l'intérieur de l'entreprise, des problèmes qui sont beaucoup plus du ressort des syndicats nationaux ou des confédérations.

En regrettant de ne pouvoir vous donner satisfaction et en souhaitant que vous compreniez les raisons qui motivent ma décision, je vous prie de croire, Mademoiselle, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs,

Jacques MONOD

LE MONDE — 10 mars 1971

M. JACQUES MONOD EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'INSTITUT PASTEUR

« Le conseil d'administration de l'Institut Pasteur, réuni le 8 mars, déclare un communiqué publié ce mardi 9 mars, a pris, sur proposition de son président et en accord avec les intéressés, les décisions suivantes, qui prendront effet au 15 avril 1971 :

« — M. Jacques Monod, professeur à l'Institut Pasteur et au Collège de France, est nommé directeur de l'Institut Pasteur, en remplacement de M. Pierre Mercier, nommé directeur honoraire ;

« — M. Pierre Mercier est désigné comme délégué général du conseil d'administration.

« Ces décisions faisant suite à l'élection de M. Claude Lacy comme président du conseil d'administration en mai 1970, poursuit le communiqué, marquent la volonté de l'Institut Pasteur d'unir tous ses efforts en vue de poursuivre avec une vigueur et un prestige accrus sa mission de recherche fondamentale de très haut niveau, en même temps que ses efforts de recherche appliquée et de production au service de l'intérêt général. »

(*) Au profit de la Recherche Médicale Française

ASSISTANTES SOCIALES

entrez en relation

avec le

-groupe des

Inadaptés-

45 Rue Bonaparte - PARIS - 6e Tel MED-13-03

Ce groupe publie un bulletin ronéoté (3 numéros jusqu'à présent), qui sera envoyé, avec d'autres documents, à tous ceux qui participeront au week-end SANTE en septembre 1971 (cf p 35).

Quelques titres d'articles des nº 2 et 3

- critique des revendications et des mots d'ordre proposés aux travailleurs sociaux.
- apprenons à faire l'amour.
- pour servir de manifeste aux inadaptables.
- réflexions en passant sur l'avenir de la médecine.

Techniciens, ingénieurs, chercheurs, étudiants,

de l'agrieulture

réservez dès maintenant le week-end des **11 et 12 sept. 71** pour aller au C.P.O. 79 Celles/Belle (possibilité de prolonger ce séjour pendant quelques jours).

BUT : Critique de la structure et de la finalité de la recherche agricole en France

Sont invités à ces journées

— les travailleurs agricoles

— tous ceux qui sont intéressés (*)

Travailleurs hospitaliers, infirmières, laborantines, assistantes sociales, médecins, chercheurs, secrétaires, étudiants... du secteur

santé

réservez dès maintenant le week-end des **4 et 5 sept.71** pour aller dans un chalet à 1.700 m d'altitude à la Chalp d'Arvieux — (possibilité de prolonger jusqu'au 10 septembre)

BUT : essayer de définir des formes de lutte dans les hopitaux les milieux médicaux, et paramédicaux.

outre les travailleurs des hôpitaux et des secteurs paramédicaux sont aussi invités ceux qui travaillent dans des labos de recherche médicale, pharmaceutiques, biologique, etc... et toutes les personnes intéressées. (*)

(*) S'inscrire dès maintenant à l'adresse suivante : "Labo-Contestation, B.P. 24, 69 Ste Foy les Lyon" en envoyant 10 F. pour frais d'inscription (CCP Lyon 74-39-34. Ne pas indiquer le bénéficiaire). Des indications pratiques et des documents vous seront alors communiqués.
(Le prix sera d'environ 20 F. par jour pour le logement, chauffé et la nourriture).

I. V. LYON

rut • derrière minette Derute minNière dernière minute des minets en

Alors que ce numéro 4 est déjà chez l'imprimeur, nous recevons des informations sur deux mouvements de grève auxquels Labo-Contestation apporte tout son soutien (nous enverrons à tous les abonnés et diffuseurs de L.C. des informations ronéotées plus complètes, dès qu'elles seront prêtes.)

SOUTENONS LA GREVE DES VACATAIRES DE L'I.P.N. ET DU COLLEGE DE FRANCE

Soutien financier : compte bancaire B.N.P. Jussieu 00.51.89

Institut de Physique Nucléaire (I.P.N., à la Halle aux vins, Paris : le 10 mai, sont déposés des tracts défendant les inscriptions faites au Père Lachaise. Un encadreur, propagandiste de l'UEC, interroge tous les vacataires un par un, pour "démasquer" le diffuseur de ces tracts. L'un de ces vacataires excédé par les injures de l'encadreur (flic, fasciste ... et injures personnelles), le gifle.

Dès le lendemain, le directeur du laboratoire, GOLDBERG, signifie au vacataire son licenciement immédiat, sans préavis ni indemnités, et son interdiction de séjour au laboratoire.

Immédiatement les vacataires de l'I.P.N. décident, par 60 voix contre 3, la grève illimitée jusqu'à la réintégration de leur camarade.

Le 17 mai, les vacataires du Collège de France décident la grève illimitée reconductible, par solidarité avec leurs camarades de l'I.P.N. Ils entrent eux aussi en lutte contre l'absence totale de garantie d'emploi qui les expose à tout moment à l'arbitraire patronal.

SOUTENONS LES CONTRACTUELS DE LA RECHERCHE SPATIALE (INAG) EN GREVE DEPUIS LE 13 MAI.

Leurs revendications rejoignent celles de tous les personnels de la recherche qui n'ont pas de statut. A Villejuif, le CNRS semble vouloir appliquer les règles élaborées pour l'INAG aux contractuels SEITA. En physique nucléaire, le CNRS cherche à intégrer les contractuels en diminuant leur salaire...

A l'INAG, le gouvernement veut faire un test de la résistance de toute la recherche : si l'INAG GAGNE, C'EST UNE BRECHE OUVERTE DANS LES PLANS DU GOUVERNEMENT.

DENONCONS LA MASCARADE DU 26 MAI

Le 26 mai, les travailleurs de la recherche, étaient en grève à l'appel des syndicats, SNCS, SNTRS, CGT, SGEN, CFDT..., etc. devaient manifester à Paris. Ce gentil défilé de deux milliers de personnes n'a eu aucun sens. Deux ou trois porte voix ont en vain essayé de faire crier "des crédits, des postes! " Un flic en civil, reconnu au début dans la cours du CNRS, s'était certainement entendu avec l'intersyndicale : toujours est-il qu'un fort service d'ordre syndical, aidé par les flics en képi, ont empêché les manifestants de pénétrer dans les locaux du CNRS Quai Anatole France, et les ont bloqués place des Invalides. Des discours lénifiants n'ont pas, été écoutés. De plus en plus de manifestants quittaient le cortege, complètement écoeurés...

Les gars de l'INAG, eux, y sont restés, s'époumonant dans le vide, puisque leurs revendications n'avaient pas été mises en avant.

Quant aux vacataires en grève (Halle aux vins et Collège de France), il n'en fut même pas question. Ils étaient pourtant là, et ont essayé de diffuser leurs tracts : mais le service d'ordre syndical leur a vite fait comprendre que "çà n'a n'avait pas été prévu"...

Alors, si ce n'est pas pour défendre les travailleurs de la recherche qui en ont le p besoin (vacataires et certains contractuels), et surtout ceux qui sont en grève depuis déjà 2 semaines, à quoi çà peut bien servir ce type de défilé ?

A Verrières, Meudon, Marseille, Gif, Ens, Paris, et Saint Maur, les contractuels de l'INAG sont en grève. Leur intégration au CNRS s'accompagnait en effet d'une non-reconnaissance de leur qualification réelle (par exemple une secrétaire de direction serait classée comme sténo-dactylo), d'une non-reconnaissance de leur ancienneté, et de perte d'avantages acquis à l'INAG par la grève de 1969 (prime de 16 °/o). Ceci se traduirait par une perte de salaire de 17 °/o en moyenne, surtout sensible pour les catégories les plus défavorisées (a et o).

Deux jours après, le 28 mai, l'intersyndicale a été reçue au CNRS et n'a absolument rien obtenu. On peut donc se demander si de telles manifestations qui n'aboutissent à aucun succès revendicatif n'ont pas pour fonction réelle de propager la démoralisation parmi les travailleurs combattifs, ce qui a bien été le cas ce jour là.

CE QUE NOUS CROYONS JUSTE DE FAIRE, N'ATTENDONS PLUS QUE L'INTERSYNDICALE L'ORGANISE : ORGANISONS-LE NOUS-MEMES !

des minets en rut ! derrière MINETTE ? déroute Minière...o..o Dern...min